



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

VILLE DE VINCENNES

DÉPARTEMENT
DU VAL-DE-MARNE

Arrêté réglementant l'occupation
du domaine public

**OBJET : Permis de stationnement –
prolongation échafaudage - 155, rue de Fontenay
- dossier 7763 - sl**

ARRETE N° A - T - 22 - 0198
EN DATE DU 17 FEV. 2022

Le Maire de Vincennes,

- VU** le Code général des collectivités territoriales ;
- VU** le Code général de la propriété des personnes publiques ;
- VU** le Code de l'urbanisme ;
- VU** le Code de la route ;
- VU** le Code des postes et télécommunications ;
- VU** le Code de la voirie routière ;

VU l'arrêté du 15 janvier 2007 modifié le 18 septembre 2012 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics ;

VU l'arrêté préfectoral du Val-de-Marne en date du 21 décembre 1971, relatif aux travaux au voisinage des lignes de distribution d'énergie électrique ;

VU le plan local d'urbanisme approuvé le 30 mai 2007, modifié le 17 décembre 2008, le 30 septembre 2009, le 29 septembre 2010, le 29 juin 2011, le 18 décembre 2013 et le 29 mars 2016 ;

VU le règlement sanitaire départemental, arrêté préfectoral du 26 février 1985 ;

VU la décision n° DM-21-427 en date du 13 décembre 2021, fixant les droits de voirie et de stationnement à compter du 1er janvier 2022 ;

VU la demande de prolongation en date du 8 février 2022, du CABINET CHARPENTIER domicilié 34 RUE ANATOLE FRANCE à VINCENNES (94300) concernant le maintien d'un échafaudage sur pieds pour procéder à la mise en sécurité de la propriété sise 155, rue de Fontenay à Vincennes suite à un incendie ;

VU l'avis favorable du Conseil départemental 94 – STE en date du 11 février 2022 ;

CONSIDERANT que ces travaux ne font pas l'objet d'un dossier de déclaration préalable auprès du service de l'urbanisme ;

ARRÊTE

ARTICLE I – Le pétitionnaire est autorisé à maintenir l'échafaudage sur pieds conformément à la demande et doit respecter les prescriptions suivantes :

Mise en place de l'échafaudage :

- . l'échafaudage sur pieds installé sur le domaine public a une longueur de 7 mètres et 20 centimètres et une largeur de 1 mètre et 40 centimètres ;
- . le premier plancher est à une hauteur minimum de 2 mètres et 30 centimètres par rapport au niveau du sol et des protections sur les tubes doivent être mises en place ;
- . il est conforme au décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 ;

- . il est dûment signalé le jour et éclairé la nuit ;
- . une protection efficace est installée sur l'échafaudage afin d'éviter tous rejaillissements de matériels ou de matériaux sur l'environnement.

Validité de l'autorisation :

. la prolongation des travaux est prévue **à compter de la réception du présent arrêté jusqu'au 1^{er} mars 2022.**

Durant toute la période de l'autorisation :

- . l'entreprise prend toutes les précautions afin d'éviter les poinçonnements et les dégradations sur les revêtements du domaine public ;
- . toutes les précautions sont prises pour protéger le mobilier urbain installé sur le domaine public ;
- . les ouvrages des concessionnaires restent accessibles à tout moment ;
- . l'exécution de préparation de support, matériels ou de matériaux sur le domaine public est interdite ;
- . le parfait état de propreté du chantier et de ses abords est assuré par le titulaire de l'autorisation.

Suite au démontage de l'échafaudage les lieux sont remis immédiatement en leur état initial.

Dans le cadre de la mise en place d'une poulie ou d'un treuil :

Le surplomb de la poulie installée sur l'échafaudage au-dessus du domaine public pour le montage, le démontage ou tout chargement de matériaux s'effectue sans danger. Toutes mesures de précautions sont prises pour éviter la chute de matériaux et de matériels lors des manutentions.

. la libre circulation et la sécurité des piétons sont assurées en permanence au moyen d'un passage protégé le long d'un périmètre de sécurité installé au sol, ou d'une déviation protégée sur les emplacements de stationnement. Ce cas de figure fait l'objet d'une demande de neutralisation auprès des services techniques et il appartient à l'entreprise qui entreprend les travaux de prendre en compte ces conditions liées à l'environnement.

. la présence d'un homme trafic est exigée lors de la réception des matériaux, aucune manutention de levage ne s'effectue lors du passage des piétons.

ARTICLE II – L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers.

ARTICLE III – La structure une fois montée est vérifiée par un bureau de contrôle.

ARTICLE IV – Le pétitionnaire est tenu d'informer les concessionnaires des travaux à réaliser en façade, en adressant à ceux-ci une déclaration d'intention de travaux.

ARTICLE V – Cette occupation du domaine public donne lieu à la perception d'une redevance.

ARTICLE VI – Tout dépôt de matériaux et de matériels sur le domaine public doit faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du service voirie.

ARTICLE VII – Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs et notifié au pétitionnaire.



Robin LOUVIGNÉ
Adjoint au Maire

chargé du cadre de vie, des mobilités
et de la propreté